

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 16/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TERREAL**

Lieu-dit "Rieussequel"  
81240 SAINT-AMANS SOULT

Références : 81- CRARC-2023-19

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 sur le site exploité par TERREAL, implanté Lieu-dit "Rieussequel" - 81240 SAINT-AMANS SOULT. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL
- Lieu-dit "Rieussequel" 81240 SAINT-AMANS SOULT
- Code AIOT dans GUN : 6802586
- Régime : Autorisation

Ce site comprend une usine de fabrication de céramiques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de la situation administrative
- rejets aqueux
- rejets atmosphériques
- risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Contrôle extincteurs	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 68	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature ICPE	Lettre du 22/08/2017	Sans objet
2	Réseaux aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 2.2.1	Sans objet
3	Vidange	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 2.2.3	Sans objet
4	Valeurs limites rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.6	Sans objet
5	Périodicité contrôles rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points Installations électriques et Contrôle extincteurs, l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous un mois, les justificatifs permettant de lever les non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Nomenclature ICPE**

**Référence réglementaire : Courrier préfectoral du 22/08/2017****Prescription contrôlée :**

Le tableau ci-dessous annule et remplace celui porté dans l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2006 et abroge le courrier préfectoral de classement IED du 27 février 2014 :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
2523	Céramiques et réfractaires (fabrication de produits), la capacité de production étant supérieure à 20 t/j.	72 t/j	A
3350	Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et dans un four avec une capacité supérieure à 4 m <sup>3</sup> et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m <sup>3</sup> par four/j.	Production mouleuse : 72 t/j Production four : 55 t/j	A
2515-1b	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. : La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW.	360 kW	E
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages.	Fabrication de filières à usage interne uniquement.	DC
2940-2b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est : b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	22,05 kg/j	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	49 kW	D
2640-2b	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de) : 2. Emploi : La quantité de matière utilisée étant : b) supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j.	479,86 kg/j	D
2662-3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	< 200 m <sup>3</sup>	D

**Constats :** Suite à l'inspection du 29 novembre 2016, un courrier préfectoral du 22 août 2017 a modifié le tableau de classement de l'installation. Depuis ce courrier préfectoral, quelques modifications ont été apportées à ce tableau de classement (suppression de la rubrique 2561 ....). L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre une mise à jour de ce tableau de classement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N°2 : Réseaux aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, annexes article 2.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales et les eaux non polluées s'il y en a et les diverses catégories d'eaux polluées. [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Il n'y a pas d'eaux de process recueillies sur le site. Un plan des réseaux de collecte des effluents est tenu à jour par l'exploitant et présenté à l'inspecteur. Il sera modifié prochainement, suite à une étude hydraulique qui va être engagée sur le site et qui sera portée à la connaissance de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°3 : Vidange

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, annexes article 2.2.3
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations d'entretien systématique doivent comporter : <ul style="list-style-type: none"><li>• le nettoyage des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales,</li><li>• la vidange des débourbeurs-déshuileurs,</li><li>• la vérification et l'entretien des équipements.</li></ul> Les produits de vidange et de curage seront évacués par les services d'entretien vers des lieux de dépôt ou de traitements appropriés. Les opérations d'entretien exceptionnel seront liées à des événements particuliers tels que les orages violents, pollution accidentelle. Elles doivent comporter le nettoyage et le curage de tout ou partie des ouvrages d'assainissement.
<b>Constats :</b> Le curage des bassin et fossé de décantation au Sud Est du site sont réalisés par la société BARDOU. Ce curage a été réalisé en septembre 2019 et en mai 2022. Le débourbeur déshuileur au Nord Ouest du site est vidangé tous les ans par la société SARP OSIS SUD-EST. Le bordereau de suivi des déchets de la vidange réalisée le 4 janvier 2023 est complété et réalisé via l'application Trackdéchets. Le bassin en amont du débourbeur a été curé par la société Michel Gau Maçonneries en 2020. Une attestation de ce curage du 10 août 2020 est présentée à l'inspecteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°4 : Valeurs limites rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, annexes article 3.6
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. 1 - Poussières totales : 40 mg/m <sup>3</sup> si flux > 1 kg/h. 2 - Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : 300 mg/m <sup>3</sup> si flux > 25 kg/h. 3 - Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) : 500 mg/ m <sup>3</sup> si flux > 25 kg/h. 4 - Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : 50 mg/ m <sup>3</sup> si flux > 1 kg/h. 5 - Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) : 5 mg/m <sup>3</sup> si flux > 0,5 kg/h
<b>Constats :</b> Les résultats des derniers contrôles réalisés du 17 au 18 mai 2022 et le 8 juin 2022 par l'organisme agréé DEKRA sont conformes à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°5 : Périodicité contrôles rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, annexes article 3.7
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés tous les deux ans
<b>Constats :</b> L'exploitant contrôle les poussières au niveau de ses installations de broyage annuellement. En effet, pour la rubrique 2515, concernant cette activité, pour laquelle il est soumis à Enregistrement, l'article 56 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 correspondant impose cette périodicité de surveillance. Les contrôles des autres rejets atmosphériques ont lieu tous les deux ans conformément à l'article 3.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> décembre 2006. Les derniers contrôles des poussières ont été réalisés par l'organisme agréé DEKRA le 2 juillet 2020, du 21 au 23 avril 2021 et du 17 au 18 mai 2022. Les autres contrôles ont été réalisés par l'organisme agréé DEKRA du 21 au 23 avril 2021 et le 8 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées annuellement. Le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par l'organisme agréé DEKRA, suite au contrôle du site du 10 au 13 octobre 2022, fait mention de 203 observations. 90% des non-conformités peuvent être corrigées en interne. Les autres, nécessitant des interventions plus importantes, sont réalisées par des prestataires extérieurs. L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois, un planning de correction de ces non-conformités sur l'année 2023 et de s'engager à le respecter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°7 : Contrôle extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.  L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait contrôler ses extincteurs tous les ans. Il remet à l'inspecteur le rapport de vérification des extincteurs de la visite réalisée le 17 mars 2021 par l'entreprise SICLI. Le contrôle des extincteurs a été réalisé également en 2022 selon l'exploitant et vérifié au cours de la visite d'inspection sur les extincteurs, mais le rapport de contrôle ne lui a pas été transmis. L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois, le rapport de contrôle des extincteurs de l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois